

Monsieur Macron, pour être #TousEcologistes, abandonnez l'accord UE-Mercosur

Monsieur le Président de la République,

Le 2 juin 2017, alors que Donald Trump annonce que les Etats-Unis se retirent de l'Accord de Paris, vous annoncez vouloir #MakeOurPlanetGreatAgain. Puis, lors du sommet du G20 à Osaka en 2019, vous déclarez *"Je ne veux pas faire d'accords de commerce avec des gens qui ne suivent pas l'Accord de Paris, qui ne respectent pas nos engagements en termes de biodiversité"*. Quelques jours plus tard, en marge du G7 de Biarritz, sous la pression internationale due aux incendies qui ravagent l'Amazonie et d'autres écosystèmes précieux au Brésil et dans les pays voisins, vous reconnaissez que la France a *"une part de complicité"* dans les incendies et vous déclarez que vous ne signerez pas l'accord de libre-échange entre l'UE et les pays du Mercosur *"en l'état"*. Le 29 juin 2020, devant la Convention citoyenne pour le Climat, vous annoncez que *"c'est pour cela que sur le Mercosur, j'ai stoppé net les négociations, et les derniers rapports qui ont pu nous être soumis me confortent dans cette décision"*.

A vous entendre, la France refuserait donc de signer tout accord de commerce qui ne respecterait pas l'Accord de Paris et ne protégerait pas la biodiversité et les droits humains. Pourtant, le 2 juillet 2020, le haut-représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères, Josep Borrell, se félicite de la finalisation des négociations de l'accord entre l'UE et le Mercosur.

Que croire ? C'est à n'y rien comprendre.

Avec cet accord, l'Union européenne s'apprête à accorder un chèque en blanc aux multinationales pour faire exploser le commerce transatlantique entre ces deux régions, aux dépens de toute considération sociale et environnementale.

Alors que nous attendons la publication dans les prochains jours du rapport de la Commission d'experts mandatée par votre Gouvernement en juillet 2019 pour évaluer les impacts sanitaires et environnementaux de cet accord, une nouvelle étude du CCFD-Terre Solidaire et Greenpeace publiée ce jour, dans le sillage de toutes celles déjà produites par les autres signataires de ce texte, détaille point par point les risques majeurs que l'accord UE-Mercosur fait peser sur le climat, la biodiversité et les droits humains.

Les chiffres sont accablants et la menace que fait peser cet accord sur la transition de nos systèmes agricoles et industriels est réelle : explosion des quotas de bœuf, de soja et d'éthanol importés, pression massive sur les territoires autochtones et les écosystèmes, levée des droits de douane sur les pesticides, absence de toute contrainte à destination des entreprises, absence de mécanisme permettant aux populations affectées de contraindre ces mêmes entreprises multinationales à répondre de leurs impacts devant les tribunaux, manque de lignes rouges claires permettant de suspendre l'accord en cas de violations des droits humains ou de l'environnement...

Les populations autochtones et les milieux naturels sont-ils quantité négligeable dans la relance européenne post-COVID et son Green Deal ? Alors même que 33 défenseurs de l'environnement ont été assassinés en Amazonie pour la seule année 2019 et que les incendies ne cessent de battre des records cette année, l'accord UE-Mercosur augmenterait encore davantage la pression sur les droits humains et les écosystèmes en Amérique latine.

Pour s'opposer à cet accord UE-Mercosur dont l'impact sur les forêts, le climat et les droits humains serait désastreux, des actes sont nécessaires. Monsieur le Président, vous devez vous y opposer et vous assurer que cet accord de commerce négocié entre l'Union européenne et le Mercosur soit rejeté par les États membres de l'UE et définitivement enterré.

Une alternative à l'actuelle politique commerciale européenne existe. Elle repose sur le renforcement de notre souveraineté alimentaire, sur les circuits courts, sur l'adoption de normes sociales et environnementales universelles ambitieuses, sur des normes européennes et internationales contraignantes afin de s'assurer du respect des droits humains et de l'environnement par les entreprises multinationales qui, aujourd'hui, font leur loi de part et d'autre de l'Atlantique.

Si, réellement, vous êtes #TousEcologistes, abandonnez l'accord.

En vous priant d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre haute considération,

Signataires

Sylvie Bukhari-de Pontual, présidente, CCFD-Terre Solidaire

Jean-François Julliard, directeur général, Greenpeace France

Gert-Peter Bruch, président, Planète Amazone

Arnaldo Carneiro Filho, directeur, Sinapsis

Fabien Cohen, secrétaire général, France Amérique Latine

Maxime Combes, porte-parole, Attac France

Sandra Cossart, directrice, Sherpa

Olivier Dubuquoy, fondateur, ZEA

Mathilde Dupré, codirectrice, Institut Veblen

Magali Fricaudet, co-présidente, Aitec

Perrine Fournier, chargée de plaider "commerce et forêts", Fern

Khaled Gaiji, président, Amis de la Terre France

Nicolas Girod, porte-parole, Confédération paysanne

Alain Grandjean, Président de la Fondation Nicolas Hulot

Olivier Guichardon, président, Envol Vert

Murielle Guilbert, secrétaire nationale, Union syndicale Solidaires

Jonathan Guyot, co-fondateur, all4trees

Glenn Hurowitz, CEO, Mighty Earth

Karine Jacquemart, directrice générale, foodwatch France

Aurélie Journée-Duez, présidente, Comité de solidarité avec les Indiens des Amériques (CSIA-Nitassinan)

Bertrand de Kermel, Président, Comité Pauvreté et Politique.

Bruno Lamour, président, Réseau Roosevelt

Gilliane Le Gallic, présidente, Alofa Tuvalu

Philippe Martinez, secrétaire général, CGT

Charlotte Meyrueis, Directrice, Coeur de Forêt

Benoit Monange, directeur, Fondation de l'Ecologie Politique

Eléonore Morel, directrice générale, Fédération internationale pour les droits humains (FIDH)

Xavier Morin, président, Canopée

Nathalie Péré-Marzano, déléguée générale, Emmaüs international

Marie Pochon, secrétaire générale, Notre Affaire à Tous

Luc de Ronne, président, ActionAid France

Sabine Rosset, directrice, BLOOM

Emma Ruby-Sachs, directrice executive, SumOfUs

Malik Salemkour, président, Ligue des droits de l'Homme (LDH)

Arnaud Schwartz, président, France Nature Environnement

Christine Soyard, membre du Bureau collégial, Fédération Artisans du Monde

Pierre Tritz, président, Foi et Justice Afrique Europe

Evrard Wendenbaum, président, Naturevolution